

SOCIÉTÉ DES MUSÉES DE SCIENCES ET
TECHNOLOGIES DU CANADA

RAPPORT FINANCIER TRIMESTRIEL
(NON VÉRIFIÉ)

POUR LE TRIMESTRE AYANT PRIS FIN
LE 31 DÉCEMBRE 2015

Rapport de gestion

31 décembre 2015

La présente section du rapport financier trimestriel présente le compte rendu de la direction concernant le rendement financier de la Société au cours du troisième trimestre ayant pris fin le 31 décembre 2015. Veuillez la lire parallèlement aux états financiers trimestriels de la Société, présentés à la section suivante.

BILAN FINANCIER

Voici un résumé des activités financières pour le troisième trimestre de 2015-2016 :

Survol

Le 23 octobre 2015, lors d'une cérémonie à Calgary, en Alberta, le Centre d'apprentissage du Musée de l'agriculture et de l'alimentation du Canada a reçu le prix des rebâtitseurs du patrimoine bâti de la Fiducie nationale du Canada. Rénové à partir d'anciennes installations de recherches en machines agricoles, le Centre d'apprentissage, récemment ouvert, est aujourd'hui un endroit de présentation d'expositions et d'ateliers, une salle de conférences et un espace où tenir des événements spéciaux. Le prix des rebâtitseurs, parrainé par les Assurances Ecclésiastiques, reconnaît le projet de rénovation du Centre d'apprentissage pour son excellence dans la conservation des valeurs patrimoniales et l'utilisation des édifices patrimoniaux à des fins institutionnelles.

En décembre, en présence de Karen McCrimmon, secrétaire parlementaire pour le ministre des Anciens combattants, le Musée de l'aviation et de l'espace du Canada a lancé sa nouvelle application, *Escadrille noire*. Ce nouveau jeu mobile est lancé à la suite du succès de la première application du Musée, *Académie des as*, et fusionne l'expertise en recherche historique et en interprétation du Musée à l'interactivité en 3D et le savoir-faire en ludification de l'entreprise SE3D pour présenter l'un des jeux mobiles les plus précis sur le plan historique offerts sur le marché. *Escadrille noire* a vite été adopté par plus de 40 millions d'utilisateurs d'appareils mobiles dans plus de 160 pays à travers le monde entier et sa popularité ne fait qu'augmenter.

Bien que le Musée des sciences et de la technologie du Canada soit fermé jusqu'en 2017 en raison de rénovations complètes, il continue de présenter ses artefacts, ses programmes éducatifs et ses expositions itinérantes à d'autres sites. En novembre, le Musée a participé à la Maker Faire, au centre-ville d'Ottawa, où le personnel a fait la démonstration de la versatilité de l'impression en 3D en scannant des artefacts pour ensuite les imprimer.

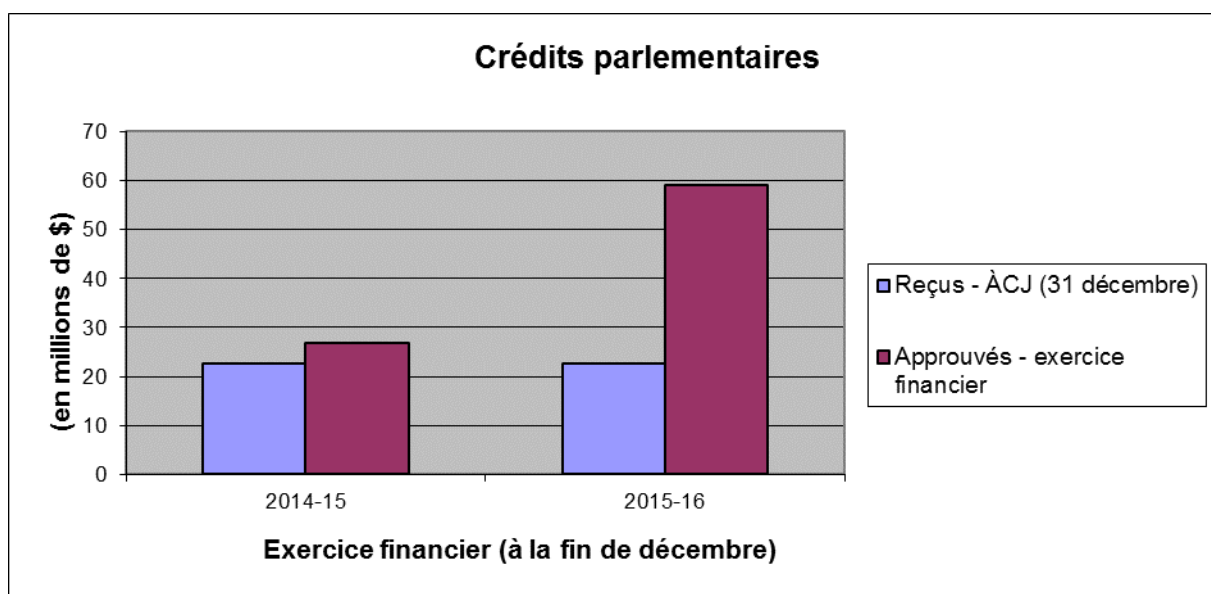
En décembre, le Musée a pris possession d'un récent exemple unique de l'interaction entre les humains et les machines, soit HitchBOT, le robot autostoppeur canadien. HitchBOT utilise l'intelligence artificielle, la technologie vocale et des gestes robotiques pour interagir avec ses compagnons humains. À l'été 2014, il a parcouru plus de 10 000 km en faisant de l'autostop à travers le Canada, de Halifax, en Nouvelle-Écosse, à Victoria, en Colombie-Britannique. En chemin, HitchBOT était très actif sur les réseaux sociaux et compte aujourd'hui des dizaines de milliers d'abonnés sur Twitter et Instragram, ainsi que de nombreux fans sur Facebook.

Rapport de gestion

31 décembre 2015

Crédits parlementaires

Le total des crédits parlementaires, d'une somme de 7,4 M\$ pour le troisième trimestre de 2015-2016 (7,6 M\$ en 2014-2015), est reporté dans les états de la Société selon la comptabilité d'exercice. Pour l'exercice financier 2015-16, le total des crédits parlementaires approuvés est de 59,1 millions de dollars (26,9 millions de dollars en 2014-15) qui comprend un montant de 32,2 millions de dollars approuvés pour le projet de renouvellement du MSTC.

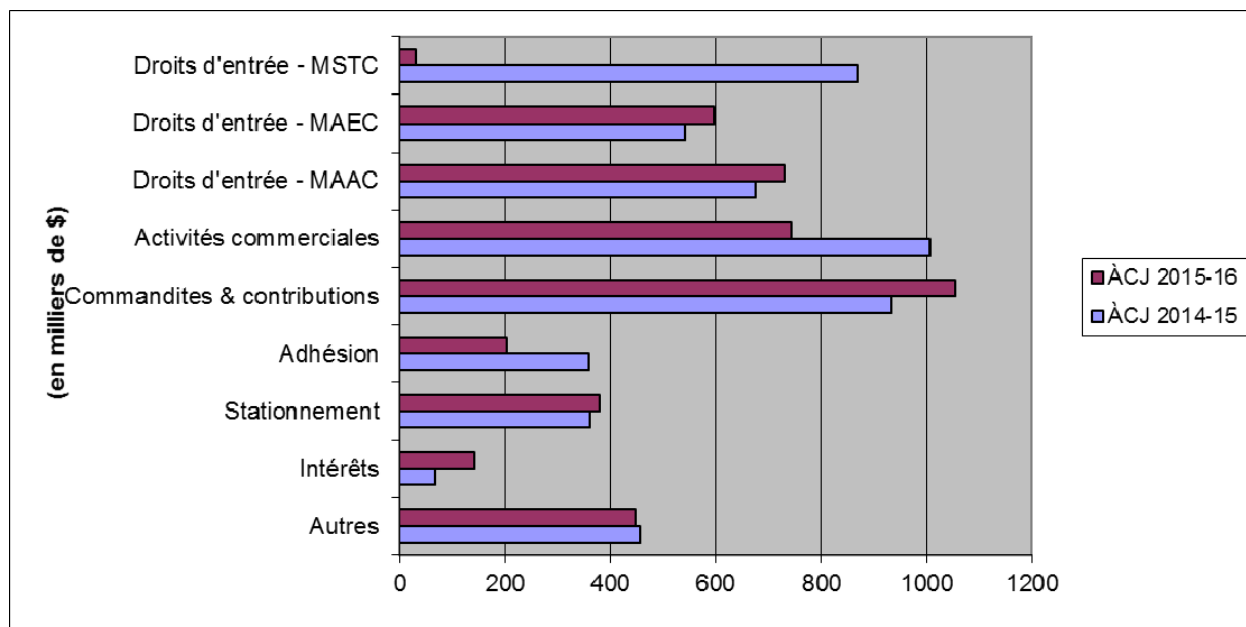


Produits d'exploitation

La génération de revenus reste une priorité pour la Société, et ce, dans le but de contrer la montée des coûts d'exploitation. À la fin de décembre 2015, les revenus de la Société ont diminués de 1,0 M\$ de dollars comparativement aux trois premiers trimestres l'année dernière. Même si MAEC et MAAC génèrent des nombres record, ceci n'est pas suffisant afin de contrer la diminution des revenus qui peut être largement attribuée au fait que MSTC et sa boutique ont été fermées depuis septembre 2014.

Rapport de gestion

31 décembre 2015



Dépenses d'exploitation

Les dépenses totales de la Société ont atteint 8,2 M\$ au troisième trimestre de 2015-2016 (8,5 M\$ en 2014-2015); les ressources humaines totalisant 4,3 M\$ (4,6 M\$ en 2014-2015) et les coûts liés aux édifices totalisant 3,1 M\$ (3,2 M\$ en 2014-2015), représentant les deux principaux secteurs de dépenses.

La fermeture du Musée des sciences et de la technologie du Canada en septembre 2014 pour entreprendre des travaux de rénovations, de nettoyage et d'améliorations a contribué à des économies relativement importantes dans les coûts de personnel et par conséquent, à une diminution des revenus d'exploitation.

Dépenses en capital

Pour le troisième trimestre de 2015-2016, la Société a fait un investissement en immobilisations totalisant 4,6 M\$ (72 000 \$ en 2014-2015). La plupart de ces investissements sont relatifs au projet de renouvellement du MSTC actuellement en cours.

Rapport de gestion

31 décembre 2015

ANALYSE DU RISQUE

Dans son rapport annuel de 2014-2015, la Société a fait mention des défis qu'elle doit relever quant à ses établissements, aux ressources humaines et au financement.

La collection se trouve dans trois entrepôts loués qui sont remplis à 130 % de leur capacité, ce qui fait en sorte qu'il est difficile d'acquérir de nouveaux artefacts afin d'enrichir la collection. De plus, dans les bâtiments construits à des fins non spécialisées, il est difficile de contrôler adéquatement la température et l'humidité et leurs toits fuient. Ces bâtiments ne sont donc pas conçus pour préserver le patrimoine matériel du Canada, ce qui en accélère la détérioration. La Société poursuit ses efforts en vue d'obtenir des installations adéquates, afin de régler les problèmes liés aux bâtiments actuels qui ne respectent pas suffisamment les normes environnementales et dont les espaces d'entreposage sont saturés. La Société continue aussi à rénover ses infrastructures en réduisant les zones à risque élevé. Grâce à l'investissement annoncé de 80,5 millions \$ du gouvernement du Canada qui est affecté durant les trois exercices, la Société a commencé à se pencher sur les questions liées au bâtiment du MSTC, y compris à la résolution des problèmes de moisissure, au renforcement parasismique de la structure du bâtiment et au remplacement du toit du Musée.

Pour ce qui est des défis en matière de ressources humaines, la Société continue de mettre l'accent sur la formation à l'interne et sur l'encadrement aux membres occupant des postes à risque. Une revue rigoureuse du plan de succession de la Société est déjà en cours.

La situation financière à long terme de la Société continue d'être l'une des principales préoccupations en raison de la hausse des coûts d'exploitation des installations et des dépenses d'immobilisation importantes. La nécessité de trouver une solution permanente pour financer les autres installations essentielles à l'accomplissement de notre mandat ne font qu'ajouter aux pressions déjà ressenties.

La Société a déjà mis en œuvre plusieurs stratégies de stabilisation des coûts au cours des trois derniers exercices financiers, dont le gel de la préparation de nouvelles expositions (sauf dans les cas de financement par des commanditaires, des partenaires ou d'un rendement monétaire garanti pour chaque dollar investi), le report des travaux d'entretien et de réparation des édifices, la prolongation de l'utilisation de matériel au-delà de sa durée de vie utile, et la mise en place de programmes d'efficacité énergétique et de réduction des dépenses de personnel. Plus récemment, d'importantes réductions ont été faites dans l'exploitation du musée et des installations pour couvrir les pertes de recettes associées à la fermeture du MSTC. Ces initiatives de compression des coûts étant déjà en place, la Société s'acharne à affronter les pressions financières de façon à assurer la viabilité de l'organisation. Toutes ces initiatives ont permis de stabiliser les dépenses. Cependant, les fonds accumulés au cours des deux dernières années et les économies réalisées n'ont pas suffi à compenser les diminutions en matière de financement et la capacité de recapitaliser les immobilisations pour la viabilité à long terme.

En raison de sa situation financière, la Société continue de se concentrer principalement sur la production de recettes. La Société a étendu ses activités de diffusion avec le « Musée mobile », en plus d'allouer davantage de ressources aux activités de développement des affaires, notamment en matière de commandite. Même si ces initiatives sont synonymes de recettes pour la Société, elles ne permettent pas de compenser la hausse des coûts de fonctionnement. La Société continuera de chercher des moyens de générer des revenus.

États financiers

Rapport Financier Trimestriel (non vérifié)

Déclaration de responsabilité de la direction

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers trimestriels conformément à la Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État du Conseil du Trésor du Canada, ainsi que des contrôles internes qu'elle considère comme nécessaires pour permettre la préparation d'états financiers trimestriels exempts d'anomalies significatives. La direction veille aussi à ce que tous les autres renseignements fournis dans ce rapport financier trimestriel concordent, s'il y a lieu, avec les états financiers trimestriels.

Pour assumer cette responsabilité, la direction a établi et maintient des registres et documents comptables, des contrôles financiers et de gestion, des systèmes d'information et des pratiques de gestion. Ces éléments ont pour but d'établir avec une assurance raisonnable que l'information financière fournie est fiable, que les biens sont protégés et contrôlés et que les opérations sont conformes à la *Loi sur la gestion des finances publiques* et à ses règlements ainsi qu'à la *Loi sur les musées* et aux règlements administratifs de la Société.

À notre connaissance, ces états financiers trimestriels non vérifiés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière, des résultats d'exploitation et des flux de trésorerie de la société, à la date et pour les périodes visées dans les états financiers trimestriels.

Alex Benay
Le président-directeur général

Fernand Proulx
Le chef de l'exploitation

Le 25 février 2016

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE (non vérifié)

Pour le trimestre terminé le 31 décembre 2015

<i>(en milliers de dollars)</i>	2015	2014
ACTIF		
À court terme		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	36 506 \$	10 675 \$
Créances		
Ministères	646	252
Clients	361	334
Stocks	431	473
Frais payés d'avance	699	238
	<u>38 643</u>	<u>11 972</u>
Collection (note 4)	1	1
Immobilisations	<u>68 787</u>	<u>62 292</u>
	<u>107 428 \$</u>	<u>74 265 \$</u>
PASSIF		
À court terme		
Créditeurs et charges à payer		
Ministères	227 \$	930 \$
Salaires à payer et autres	3 761	2 112
Tranche à court terme des avantages sociaux futurs	286	329
Apports reportés et produit reporté	<u>28 835</u>	<u>4 589</u>
	33 109	7 960
Avantages sociaux futurs	205	236
Avance à long terme (note 5)	4 533	4 533
Apports reportés liés aux immobilisations	<u>54 987</u>	<u>48 390</u>
	92 834	61 119
ACTIF NET		
Non affecté	4 492	3 044
Investissement en immobilisations	<u>10 102</u>	<u>10 102</u>
	<u>14 594</u>	<u>13 146</u>
	<u>107 428 \$</u>	<u>74 265 \$</u>

Les notes et les tableaux complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DES RÉSULTATS (non vérifié)

Pour le trimestre terminé le 31 décembre 2015

<i>(en milliers de dollars)</i>	T3 2015	T3 2014	ACJ 2015	ACJ 2014
PRODUITS				
Exploitation (Tableau 1)	659 \$	655 \$	3 127 \$	4 265 \$
Contributions (Tableau 1)	394	195	1 054	933
Intérêts	81	29	140	90
Total des produits	1 134 \$	879 \$	4 321 \$	5 288 \$
CHARGES (Tableau 2)				
Préservation du patrimoine	969	1 044	2 949	3 076
Diffusion des connaissances	2 359	2 821	7 691	9 205
Services internes	1 768	1 479	5 342	5 082
Installations	3 111	3 205	9 329	9 554
Total des charges	8 207	8 549	25 311	26 917
Déficit avant les crédits parlementaires	(7 073)	(7 670)	(20 990)	(21 629)
Crédits parlementaires (note 6)	7 402	7 604	22 670	22 743
Bénéfice net de la période	329 \$	(66) \$	1 680 \$	1 114 \$

Les notes et les tableaux complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE L'ACTIF NET (non vérifié)

Pour le trimestre terminé le 31 décembre 2015

<i>(en milliers de dollars)</i>	T3 2015	T3 2014	ACJ 2015	ACJ 2014
Investissement en immobilisations au début de la période	10 102 \$	10 102 \$	10 102 \$	10 102 \$
Investissement en immobilisations au cours de la période	-	-	-	-
Investissement en immobilisations à la fin de la période	10 102	10 102	10 102	10 102
Bénéfice net non affecté au début de la période	4 164	3 110	2 813	1 930
Bénéfice de la période	328	(66)	1 679	1 114
Bénéfice non affecté à la fin de la période	4 492	3 044	4 492	3 044
ACTIF NET À LA FIN DE LA PÉRIODE	14 594 \$	13 146 \$	14 594 \$	13 146 \$

Les notes et les tableaux complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE (non vérifié)

Pour le trimestre terminé le 31 décembre 2015

<i>(en milliers de dollars)</i>	T3 2015	T3 2014	ACJ 2015	ACJ 2014
Activités de fonctionnement :				
Encaissements (clients)	890 \$	721 \$	4 081 \$	5 023 \$
Crédits parlementaires reçus pour les dépenses d'exploitation	6 676	5 055	22 345	20 706
Décaissements (fournisseurs)	(3 100)	(2 806)	(10 138)	(11 111)
Décaissements (salaires et avantage sociaux)	(4 369)	(4 628)	(14 244)	(14 638)
Apports affectés reçus	52	-	52	59
Intérêts reçus	81	21	143	68
Total des flux de trésorerie liés aux activités de fonctionnement	230	(1 637)	2 239	107
Activités d'investissement en immobilisations :				
Décaissements relatifs à l'acquisition d'immobilisations	(4 576)	(72)	(6 609)	(178)
Total des flux de trésorerie liés aux activités d'investissement en immobilisations	(4 576)	(72)	(6 609)	(178)
Activités de financement :				
Commandites reçues pour l'acquisition d'immobilisations	251	-	743	-
Crédits parlementaires reçus pour l'acquisition d'immobilisations	11 670	72	31 094	178
Total des flux de trésorerie liés aux activités de financement	11 921	72	31 837	178
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	7 575	(1 637)	27 467	107
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	28 931	12 312	9 039	10 568
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période	36 506 \$	10 675 \$	36 506 \$	10 675 \$

Les notes et les tableaux complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS NON VÉRIFIÉS

31 décembre 2015

Les états financiers trimestriels de la Société des musées de sciences et technologies du Canada doivent être lus de concert avec les états financiers annuels vérifiés les plus récents ainsi qu'avec le compte rendu faisant partie du rapport financier trimestriel.

1. Pouvoirs, mission et activités

Le Musée national des sciences et de la technologie a été constitué le 1er juillet 1990 en vertu de la Loi sur les musées, et est une société d'État mentionnée à la partie I de l'annexe III de la Loi sur la gestion des finances publiques et n'est pas assujéti à l'impôt sur les bénéfices en vertu de la Loi de l'impôt sur le revenu.

Tel que le mentionne la Loi sur les musées, la Société a pour mission de promouvoir la culture scientifique et technique au Canada par la constitution, l'entretien et le développement d'une collection d'objets scientifiques et techniques principalement axée sur le Canada, et par la présentation des procédés et productions de l'activité scientifique et technique, ainsi que de leurs rapports avec la société sur le plan économique, social et culturel.

La Société exerce ses activités sous le nom de la Société des musées de sciences et technologies du Canada. Elle gère trois établissements muséaux : le Musée des sciences et de la technologie du Canada, le Musée de l'aviation et de l'espace du Canada et le Musée de l'agriculture et de l'alimentation du Canada. Les activités de la Société sont réparties en quatre activités complémentaires :

Préservation du patrimoine

Cette activité comprend la documentation, le catalogage, la conservation, la recherche historique, la bibliothèque et les services connexes.

Diffusion des connaissances

Cette activité comprend l'élaboration et l'entretien des expositions, les programmes d'interprétation et d'enseignement, de communication et de promotion, la diffusion sur le Web et les autres services aux visiteurs.

Services internes

Cette activité comprend les services de ressources humaines, des finances et de la gestion des installations, du développement d'entreprise et des activités commerciales, qui sont tous gérés centralement.

Installations

Cette activité comprend les frais de fonctionnement et d'entretien des immeubles qui appartiennent à la Société et de ceux qui sont loués, ainsi que les services de sécurité. Elle comprend également une partie considérable des charges d'amortissement étant donné que les acquisitions d'immobilisations se rapportent principalement aux installations de la Société.

2. Conventions comptables

Les conventions comptables importantes sont :

(a) Base de présentation

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS NON VÉRIFIÉS

31 décembre 2015

Ces états financiers ont été préparés en accordance avec les normes comptables canadiennes pour le secteur public, applicables aux organismes gouvernementaux sans but lucratif. La Société a préparé les états financiers en appliquant la série 4200 du PSAS. La Société applique la méthode du report pour la comptabilisation des apports pour les organismes sans but lucratif.

(b) Trésorerie et équivalents de trésorerie

Les placements de la Société sont très liquides parce qu'ils sont remboursables sur demande sans préavis ni pénalité et sont limités à des placements à revenus fixes auprès d'institutions financières de renom qui sont des membres de l'Association Canadienne des Paiements, à des effets garantis par les gouvernements et à des effets commerciaux cotés A++ par la Société canadienne d'évaluation du crédit.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie affectés se présentent des crédits non utilisés et des contributions reportées des individus et des entreprises pour une fin déterminée.

(c) Créances

Les créances sont comptabilisées en fonction des montants que l'on prévoit réaliser. La Société établit une provision pour créances douteuses, qui reflète la baisse de valeur estimative des créances. La provision est basée sur les comptes clients et est déterminée en considérant les connaissances de la Société sur la situation financière de ses clients, l'âge des comptes clients, le climat politique et économique actuel, la concentration des clients, les normes de l'industrie et l'historique de recouvrement.

Les pertes sur créances sont comptabilisées dans l'état des résultats, dans les charges d'exploitation.

(d) Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette. Le coût des stocks est déterminé selon la méthode du coût moyen pondéré, alors que la valeur de réalisation nette est basée sur le prix de détail.

(e) Collection

La collection forme la plus grande part de l'actif de la Société, mais elle est comptabilisée à la valeur nominale de 1 000 \$ à l'état de la situation financière, vu les difficultés pratiques de lui attribuer une valeur significative.

Les objets de collection acquis par la Société sont comptabilisés comme charges dans l'exercice d'acquisition. Les objets donnés à la Société sont enregistrés comme actifs à leur valeur nominale.

(f) Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées selon les méthodes suivantes. Les immobilisations corporelles dont la Société s'est portée acquéreur et qui lui appartiennent sont comptabilisées au coût et amorties sur leur durée de vie utile estimative. Les terrains et bâtiments appartenant au gouvernement du Canada et sous le contrôle de la Société sont comptabilisés à leur coût historique estimatif moins l'amortissement cumulé, dans le cas des bâtiments. Le coût historique estimatif net des bâtiments a été crédité aux apports reportés liés aux immobilisations et le coût historique estimatif des terrains a été

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS NON VÉRIFIÉS

31 décembre 2015

crédité à l'actif net à titre d'investissement en immobilisations à l'état de la situation financière. Les terrains dont le coût historique ne peut pas être établi avec une certaine assurance sont comptabilisés à une valeur nominale et un montant correspondant est crédité à l'actif net. Les améliorations qui prolongent la vie utile ou le potentiel de service des bâtiments et des expositions sont capitalisées et comptabilisées au coût. Les améliorations aux bâtiments et aux expositions sont amorties sur la durée de vie utile des améliorations.

Lorsque les conditions indiquent qu'une immobilisation corporelle ne contribue plus à la capacité de la Société à fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs associés à l'immobilisation corporelle est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation corporelle est réduit pour refléter la diminution de la valeur de l'actif. La réduction de valeur nette est alors comptabilisée à titre de dépense dans l'état des résultats.

L'amortissement est calculé selon la méthode de l'amortissement linéaire fondé sur la durée de vie utile estimative des immobilisations, selon la règle de la demi-année pendant l'exercice d'acquisition, comme suit :

Bâtiments	10 à 40 ans
Améliorations aux bâtiments	10 à 25 ans
Mobilier de bureau	5 à 10 ans
Logiciels	5 ans
Expositions permanentes (note 3)	5 à 10 ans
Matériel	5 à 12 ans

Les sommes relatives aux projets d'immobilisations en cours sont virées à la rubrique appropriée des immobilisations corporelles lorsque le projet est achevé, et elles sont alors amorties conformément à la politique de la Société.

(g) Avantages sociaux futurs

i) Régime de retraite

L'ensemble des employés de la Société participe au Régime de retraite de la fonction publique, un régime à prestations déterminées établi en vertu d'une loi et parrainé par le gouvernement du Canada. Les cotisations doivent être versées par les employés et la Société afin de couvrir les coûts liés au service courant. En vertu de la loi actuelle, la Société n'a aucune obligation juridique ou implicite de payer d'autres cotisations en ce qui a trait aux services passés ou au déficit du régime. Par conséquent, les cotisations sont comptabilisées dans les dépenses de l'année où les services ont été rendus et représentent l'obligation totale des avantages sociaux futurs de la Société.

ii) Indemnités de départ et prestations de cessation d'emploi

Avant le 11 mai 2012, les employés avaient droit à des indemnités de départ, comme le prévoyaient les conventions collectives et les conditions d'emploi. Le coût de ces indemnités était comptabilisé au fur et à mesure que les employés rendaient les services nécessaires pour les gagner. La Société a modifié cette indemnité à compter du 11 mai 2012, et ce, pour tous les employés. L'accumulation des indemnités de départ a cessé à partir de cette date. Par conséquent, les employés pouvaient choisir d'encaisser immédiatement les prestations acquises à cette date sous la forme d'un paiement comptant, continuer d'en différer le paiement jusqu'à la retraite, ou combiner les deux options en fonction des années de service continue au sein de la

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS NON VÉRIFIÉS

31 décembre 2015

Société en date du 11 mai 2012. Au 31 mars, les montants non payés ont été reportés et sont recalculés chaque année afin de prendre en considération les augmentations de salaire. Les gains actuariels (pertes actuarielles) sont comptabilisés dans l'état des résultats de façon systématique quand les indemnités de départ sont payées aux employés qui quittent la Société.

La Société continue d'octroyer des prestations de cessation d'emploi aux employés mis à pied. Les indemnités de départ et les prestations de cessation d'emploi ne sont pas capitalisées d'avance et ne détiennent donc aucun actif. Elles seront prélevées sur les crédits futurs.

iii) Congés de maladie

La Société accorde aux employés des congés de maladie qui s'accumulent, mais qui ne s'acquèrent pas. Le solde des crédits de congés de maladie inutilisés d'un employé est reporté jusqu'à ce que celui-ci quitte la Société. À la cessation des fonctions, l'employé n'a droit à aucun paiement à ce titre et la Société n'a plus aucune obligation à cet égard. La Société comptabilise le coût des congés de maladies futurs au cours des périodes pendant lesquelles les employés rendent des services à la Société. L'évaluation du passif est fondée sur la meilleure estimation de la direction de l'inflation, les taux d'actualisation, les données démographiques des employés et l'utilisation des congés de maladie des employés actifs.

(h) Constatation des produits

i) Crédits parlementaires

Le gouvernement du Canada accorde des fonds à la Société.

Les crédits parlementaires reçus pour l'achat des immobilisations amortissables, y compris les expositions dont la durée de vie utile est supérieure à un an, sont initialement comptabilisés comme apports reportés dans l'état de la situation financière (note 3). Quand un achat est effectué, la partie du crédit parlementaire utilisée pour effectuer l'achat est comptabilisée comme apports reportés liés aux immobilisations et est comptabilisée à titre de revenus selon la même méthode et pour les mêmes périodes que les immobilisations connexes acquises.

Les crédits parlementaires affectés à des dépenses précises sont reportés sur le bilan et comptabilisés à titre de revenus dans l'état des résultats pendant la période au cours de laquelle ces dépenses sont engagées.

Les crédits parlementaires qui ne sont pas affectés à une fin précise sont comptabilisés à titre de revenus dans l'état des résultats de la période pour laquelle le crédit parlementaire est autorisé.

ii) Fonctionnement

Les revenus découlant des activités des Musées comprennent les droits d'entrée et la vente de programmes, les ventes en boutique, la location des installations, les adhésions, les commandites, l'exploitation agricole et d'autres revenus. Ils sont constatés dans l'année au cours de laquelle la vente de produits est conclue ou au cours de laquelle les services sont fournis.

iii) Contributions

Les contributions provenant des commandites reçues pour l'acquisition et la conception des expositions dont la durée de vie utile est supérieure à un an sont d'abord comptabilisées à l'état de la situation financière à titre d'apports reportés (note 3). Lorsqu'un achat est effectué, la partie des commandites utilisée pour ce faire est inscrite à titre d'apports reportés liés aux immobilisations et comptabilisée à titre de revenus selon la même méthode et sur la même période que les immobilisations connexes acquises.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS NON VÉRIFIÉS

31 décembre 2015

Les apports affectés à l'externe à des fins précises sont reportés à l'état de la situation financière et comptabilisés à titre de revenus à l'état des résultats durant l'exercice au cours duquel les dépenses connexes sont comptabilisées et les exigences sont satisfaites.

Les contributions non restrictives sont comptabilisées à titre de revenus à l'état des résultats dès qu'elles sont reçues ou sont recevables, si le montant peut être raisonnablement estimé et si la rentrée est raisonnablement assurée.

Les apports en nature, lorsqu'ils sont utilisés dans le cours normal des activités de la Société et que celle-ci aurait eu à les acheter autrement, sont comptabilisés à leur juste valeur marchande estimée au moment de leur réception. Puisqu'il est difficile de déterminer leur juste valeur, les services fournis par les bénévoles et les autres entités liées (note 8), ainsi que les objets donnés à la collection (note 4) ne sont pas comptabilisés dans les états financiers.

iv) Produits d'intérêts

Les intérêts sont constatés et comptabilisés au cours de l'exercice pendant lequel ils sont gagnés, selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

(i) Conversion de devises

Les opérations en devises étrangères sont converties en dollars canadiens en fonction du taux de change en vigueur à la date de la transaction. Les actifs et les passifs monétaires libellés en devises étrangères sont convertis en utilisant le taux de change en vigueur au 31 décembre.

Les gains et les pertes réalisés découlant de la conversion de devises sont reportés dans l'état des résultats. Les gains sont reportés au titre de produits divers dans le tableau des produits d'exploitation et les pertes sont reportées au titre de charges diverses dans le tableau des charges.

(j) Actifs et passifs financiers

La Société classe les instruments financiers au moment de leur comptabilisation initiale en fonction des raisons pour lesquelles les actifs financiers ont été acquis ou les passifs ont été engagés. Tous les instruments financiers sont comptabilisés initialement à leur juste valeur.

La juste valeur des instruments financiers à leur comptabilisation initiale correspond au prix de transaction, soit la juste valeur de la contrepartie donnée ou reçue. Suivant leur comptabilisation initiale, les instruments financiers sont évalués par l'application du traitement comptable qui correspond à leur classement.

Les actifs et les passifs financiers sont évalués au coût ou au coût amorti. Les actifs financiers comprennent la trésorerie et les équivalents de trésorerie, ainsi que les créances. Les passifs financiers comprennent l'avance à long terme, ainsi que les créditeurs et les charges à payer.

(k) Passifs éventuels

Les passifs éventuels sont des passifs potentiels susceptibles de devenir des passifs réels lorsqu'au moins une situation future se produit ou ne se produit pas. Dans la mesure où il est probable qu'une situation future se produise ou ne se produise pas et que l'on peut établir une estimation raisonnable de la perte, un passif estimatif et une charge sont comptabilisés. Si la probabilité est indéterminable ou si le montant ne peut être raisonnablement estimé, l'éventualité est présentée dans les notes aux états financiers.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS NON VÉRIFIÉS

31 décembre 2015

(I) Incertitude relative à la mesure

La préparation des états financiers conformément aux conventions comptables du secteur public canadien, applicables aux organismes gouvernementaux à but non lucratif exige de la direction qu'elle fasse des estimations et pose des hypothèses qui influent sur les montants déclarés des actifs, des passifs, des revenus et des charges présentés dans les états financiers de l'exercice.

Les principaux éléments pour lesquels des estimations sont faites sont les charges à payer, la provision pour créances douteuses, les avantages sociaux futurs et la durée de vie utile des immobilisations.

Les principales hypothèses concernant l'avenir et d'autres sources importantes d'incertitude concernant les estimations à la date de clôture, qui présentent un risque élevé d'occasionner un rajustement important des valeurs comptables des actifs et des passifs au cours de l'exercice suivant, sont analysées ci-dessous :

i) Durée de vie utile estimative des actifs

La durée de vie utile estimative des immobilisations se fonde sur les intentions de la direction en ce qui a trait au bien, à l'expérience historique relative au bien, aux plans internes de gestion des biens et à d'autres facteurs déterminés par la direction. La durée de vie utile est évaluée chaque année et toute modification est prise en compte de façon prospective.

Aucune autre hypothèse ou estimation comptable n'a été établie comme présentant un risque élevé d'occasionner un rajustement important des valeurs comptables des actifs et des passifs au cours de l'exercice suivant.

3. Nouvelle norme comptable

En 2014-2015, la Société a examiné son approche en matière de capitalisation des coûts des expositions permanentes et a conclu que celles-ci devaient être capitalisées. Par conséquent, elle a corrigé ses immobilisations et les contributions reportées liées aux immobilisations pour la période prenant fin le 31 décembre 2015. Le nouveau traitement comptable concernant les expositions permanentes a déjà été appliqué aux états financiers trimestriels. Par conséquent, les soldes comparatifs n'ont pas été redressés, car cette modification comptable n'a pas eu de répercussions sur les résultats nets de la Société.

4. Collection

Une partie de la mission de la Société est de « promouvoir la culture scientifique et technique au Canada par la constitution, l'entretien et le développement d'une collection d'objets scientifiques et techniques [...] ». Cette collection représente l'actif principal de la Société et est répartie entre les secteurs suivants :

- les communications;
- les ressources non renouvelables et le design industriel;
- les ressources naturelles;
- les sciences physiques et la médecine;
- les ressources renouvelables, qui comprennent l'agriculture et la foresterie;
- les instruments, outils et systèmes ayant des applications directes en mathématiques, en chimie, en physique, ainsi qu'en astronomie, astrophysique, météorologie, arpentage et cartographie, et technologies de l'information;
- les transports: terrestre, maritime, aérien et spatial.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS NON VÉRIFIÉS

31 décembre 2015

5. Avance à long-terme

De 2008 à 2010, la Société a reçu des fonds du Secrétariat du Conseil du Trésor pour construire des salles de classe, des aires de vente au détail et un auditorium au Musée de l'aviation et de l'espace du Canada. La Société a aussi obtenu du financement en 2008 pour établir une fondation pour la Société des musées de sciences et technologies du Canada.

(en milliers de dollars)	2015	2014
Financement pour la construction d'Installations génératrices de profit	4 208 \$	4 208 \$
Financement pour l'établissement d'une fondation	325	325
	4 533 \$	4 533 \$

La Société a reçu les fonds sur la prémisses qu'un mécanisme de remboursement sera établi. Toutefois le remboursement des fonds pour la construction d'installations génératrices de profit n'était pas prévu avant 25 ans après le début du projet et le remboursement des fonds reçus pour établir la Fondation n'était pas prévu avant 6 ans suivant la date où la Fondation commence ses opérations. Au 31 décembre 2015 un mécanisme de remboursement doit encore être établi. La Société n'a pas d'intérêt à payer sur cette avance de fonds.

6. Crédits parlementaires

(en milliers de dollars)	2015	2014
Budget principal des dépenses d'exploitation et d'immobilisations	41 290 \$	20 396 \$
	41 290 \$	20 396 \$
Crédits parlementaires reportés utilisés dans l'exercice	421	-
Crédits parlementaires approuvés au cours de l'exercice pour des dépenses d'acquisition d'immobilisations au cours d'exercice ultérieurs	(14 105)	-
Montants utilisés pour l'acquisition d'immobilisations amortissables	(7 460)	(178)
Amortissement des apports reportés liés aux immobilisations	2 574	2 525
Crédits parlementaires	22 720 \$	22 743 \$

7. Fondation de la Société des musées de sciences et technologies du Canada

La Fondation de la Société des musées de sciences et technologies du Canada (la Fondation) a été constituée le 14 novembre 2007 en vertu de la Loi sur les corporations canadiennes et est un organisme de bienfaisance enregistré en vertu de la Loi de l'impôt sur le revenu depuis le 1er avril 2008. La Fondation est une entité juridique distincte de la Société des musées de sciences et technologies du Canada et elle a pour mandat de recueillir des fonds qui seront tous utilisés pour des projets déterminés par la Fondation.

La Fondation recueille des fonds auprès de mécènes, de sociétés, d'associations et de la collectivité. Les contributions de la Fondation à la Société sont comptabilisées à titre de revenus de développement d'entreprise dans l'état des résultats.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS NON VÉRIFIÉS

31 décembre 2015

8. Opérations entre apparentés

En vertu du principe de propriété commune, la Société est apparentée à tous les ministères, organismes et sociétés d'État du gouvernement du Canada. Les opérations entre apparentés comprennent également les principaux dirigeants ayant l'autorité et la responsabilité de planifier, diriger et contrôler les activités de la Société, ce qui incluent l'équipe de direction, tous les membres du conseil d'administration et les membres de leur famille immédiate. La Société conclut des transactions avec ces entités dans le cours normal de ses activités et aux mêmes conditions que celles conclues avec des parties non apparentées, et ces transactions sont comptabilisées à la valeur d'échange. Les opérations les plus importantes avec des parties liées comprennent les impôts fonciers et les frais d'avantages sociaux.

En outre, au cours de l'exercice, la Société a aussi reçu gratuitement des services d'Agriculture et Agroalimentaire Canada et du Bureau du vérificateur général du Canada. La location des édifices et des installations connexes du Musée de l'agriculture et de l'alimentation du Canada sur le site de la Ferme expérimentale du Canada ainsi que les services de vérification ont été fournis gratuitement à la Société et ne sont pas présentés dans l'état des résultats de la Société.

9. Éventualités

Dans le cours normal des activités de la Société, il arrive que diverses revendications ou actions judiciaires soient intentées contre elle. Certains passifs éventuels peuvent devenir des passifs réels lorsqu'au moins une situation future se produit ou ne se produit pas. Dans la mesure où il est probable qu'une situation future ait lieu ou n'ait pas lieu et que l'on peut établir une estimation raisonnable de la perte, un passif estimatif et une charge sont comptabilisés dans les états financiers de la Société. Au 31 décembre 2015, aucune provision a été enregistrée pour des passifs éventuels (2014 - aucune provision comptabilisée). S'il y a lieu, l'effet final de ces revendications ou poursuites sera comptabilisé dans l'exercice au cours duquel elles pourront être déterminées.

10. Chiffres correspondants

Certains montants comparatifs ont été ajustés à la présentation du présent exercice.

TABLEAU 1: TABLEAU DES PRODUITS D'EXPLOITATION ET DES CONTRIBUTIONS (non vérifié)

pour le trimestre terminé le 31 décembre 2015

Produits d'exploitations

<i>(en milliers de dollars)</i>	T3	T3	ACJ	ACJ
	2015	2014	2015	2014
Droits d'entrée et programmes				
Sciences et technologie	3 \$	8 \$	31 \$	868 \$
Aviation et espace	112	121	596	541
Agriculture et alimentation	47	57	730	675
Ventes dans les boutiques	81	87	416	603
Location des installations et concessions	96	131	270	311
Stationnement	109	46	378	361
Adhésion	61	77	204	359
Activités de la Ferme	81	80	261	275
Expériences thématiques	11	9	56	92
Divers	58	39	185	180
TOTAL	659 \$	\$ 655	3 127 \$	\$ 4 265

Contributions

<i>(en milliers de dollars)</i>	T3	T3	ACJ	ACJ
	2015	2014	2015	2014
Subventions et commandites	343 \$	96 \$	1 003 \$	590 \$
Services fournis	-	99	-	284
Contributions de la Fondation	51	-	51	59
TOTAL	394 \$	\$ 195	1 054 \$	933 \$

TABLEAU 2: TABLEAU DES CHARGES (non vérifié)

pour le trimestre terminé le 31 décembre 2015

(en milliers de dollars)	T3	T3	ACJ	ACJ
	2015	2014	2015	2014
Coûts du personnel	4 328	\$ 4 590	\$ 13 472	\$ 14,574
Amortissement des immobilisations	897	858	2 803	2,604
Loyer d'immeubles	559	531	1 638	1,482
Services professionnels et spéciaux	324	126	1 267	1,094
Frais de gestion immobilière	296	402	910	1,162
Impôt foncier	458	408	1 071	1,320
Services publics	199	346	689	779
Matériaux et fournitures	239	204	636	569
Services de protection	184	167	540	531
Conception et affichage	72	108	358	487
Réparation et entretien des bâtiments	206	332	478	747
Publicité	14	73	187	255
Boutiques, cafétéria et commercialisation des produits	40	45	208	308
Déplacements	69	60	220	166
Réparation et entretien du matériel	45	39	174	191
Communications	46	70	149	191
Publications	85	45	171	127
Fournitures et matériel de bureau	20	17	67	74
Charges diverses	74	37	118	67
Acquisition d'objets pour la collection	10	27	44	46
Location de matériel	14	11	48	49
Fret, messageries et camionnage	11	37	36	64
Livres	14	16	24	30
Total des charges	8 204	\$ 8 549	\$ 25 308	\$ 26 917